



La Commune



Première crise pour Prodi

Italie

Les 9 et 10 avril 2006, les élections générales étaient remportées par la coalition " Union " composée, entre autres, d'une partie de l'ex-Démocratie chrétienne, des Démocrates de gauche (DS, ex-Parti Communiste Italien), du Parti de la Refondation Communiste (PRC) issu lui aussi de l'ex-PCI et des Verts. Premier bilan à bientôt un an de gouvernement de cette coalition, dirigée par Romano Prodi, qui fut Président de la Commission européenne de 1999 à 2004 et à ce titre l'un des rédacteurs de la Constitution européenne rejetée en France et aux Pays-Bas en 2005.

Le 17 février, entre 100 000 et 200 000 manifestants se sont rassemblés à Vicence, une ville de 110 000 habitants située en Vénétie (province de Venise). Aux cris de " Non aux bases ! ", " Amérique, non merci ! ", " Arrêt de la guerre en Irak ! ", ils ont défilé contre le projet de doublement de la base militaire de l'OTAN, occupée par l'armée des États-Unis à proximité de cette ville. 20 000 habitants de Vicence ont participé à cette manifestation, la première contre le gouvernement de coalition de Romano Prodi et sa politique de subordination à l'impérialisme américain. En réponse à cette mobilisation populaire, Massimo D'Alema (ex-PCI, DS), ministre des Affaires étrangères, s'est exclamé : " *Tout changement de cap serait vécu comme hostile envers les États-Unis* " et le Président du conseil Romano Prodi a ajouté : " *Le gouvernement ne serait pas digne de ce nom s'il changeait d'orientation sous la pression d'une manifestation* ".

Crise institutionnelle

Le 21 février était présenté au Sénat le budget concernant le contingent de soldats italiens présents en Afghanistan, un contingent dont les effectifs ont été augmentés dans le cadre de l'accord passé avec George Bush sur le retrait du contingent italien en Irak. Deux sénateurs s'abstiennent, l'un du Parti des communistes italiens (PDCI), et l'autre du PRC, courant Gauche critique, ¹ qui quitte l'hémicycle au moment du vote ; résultat, le projet du gouvernement de Romano Prodi n'est pas adopté car il lui manque deux voix. Une crise institutionnelle s'ouvre, elle va être résolue au bout d'une semaine. Romano Prodi démissionne le 21 février alors que rien ne l'obligeait constitutionnellement, le 22 il présente aux partis de la coalition un pacte en douze points " *non négociables* " parmi lesquels on trouve : " *le respect des engagements internationaux et de paix* ", la politique sur les retraites et les libéralisations et le projet de liaison TGV Turin-Lyon. Le porte-parole de Romano Prodi déclare : " *Il est prêt à rester Premier ministre si, et seulement si, il a désormais la garantie d'avoir le plein appui de tous les partis du centre gauche* ". Cet appel est entendu par le PRC qui exprime " son soutien et sa confiance inconditionnelle " à Romano Prodi, tandis que le PDCI souligne que " *redonner le pays à la droite serait criminel* " et, le 28 février, le vote de confiance est acquis au Sénat avec l'appui de Marco Follini, ancien ministre de Berlusconi.

Douze points

" *Les partis de la coalition de centre-gauche reculeront devant le risque d'élections anticipées. Pour les partenaires européens de l'Italie, ce serait plutôt une bonne nouvelle* ", notait le journal Le Monde avant le vote de confiance. Effectivement, les onze mois passés du gouvernement Romano Prodi ont donné satisfaction à ses partenaires européens, jugez-en, les lois de Berlusconi ont été maintenues : la loi 30 qui flexibilise les contrats de travail, la loi Moretti de réforme de l'enseignement, la loi Bossi-Fini contre les travailleurs immigrés. De plus, Romano Prodi et son ministre des Finances, Tommaso Padoa Schioppa, ancien vice-président de la Banque Centrale Européenne, ont imposé un budget d'austérité, salué immédiatement par Bruxelles, qui remet l'Italie en phase avec les critères de stabilité définis par le traité de Maastricht. Romano Prodi s'est fixé l'objectif de diminuer le coût du travail de 5 points, la loi de finances votée le 20 décembre 2006 au Parlement et au Sénat fait partie d'un plan de 33,4 milliards d'euros d'économies qui se décline de la manière suivante : 50 000 suppressions d'emplois dans l'enseignement, 3 milliards d'euros de coupes dans le budget des collectivités locales, de même dans le budget de la santé, par contre augmentation des dépenses militaires.

Il y a fort à parier que la manifestation de Vicence ne soit que le prélude à de plus amples mouvements de résistance de la classe ouvrière italienne à ce programme en tous points identique à celui de Berlusconi, contre lequel elle a voté en avril 2006. La confiance accordée à Romano Prodi ne suffira pas à juguler la lutte des classes.

Modifié le lundi 02 avril 2007

Voir aussi dans la catégorie Italie



Une victoire démocratique et ouvrière

Ce 4 décembre, les Italiens ont répondu non à 59 % (65 % de votants) à la question qui leur était posée par référendum par le gouvernement de Matteo Renzi 1 : « Approuvez-vous le texte de la... » >>

Première crise pour Prodi

Les 9 et 10 avril 2006, les élections générales étaient remportées par la coalition " Union " composée, entre autres, d'une partie de l'ex-Démocratie chrétienne, des Démocrates de gauche... >>

La rupture

Après les élections générales des 9 et 10 avril, gagnées de peu par Romano Prodi, chef d'une coalition dont fait partie Refondation communiste (PRC), Le PRC regroupe en Italie une partie de... >>

Battre Berlusconi, rejeter Prodi

Les travailleurs, du Nord au Sud de l'Italie, ont fait massivement grève, le 25 novembre et le 2 décembre derniers, contre un budget qui prévoit, par rapport à l'an dernier, 2,5 milliards en... >>
